

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'amitié entre la France et l'Afrique, l'engagement de la France en Afrique, la mondialisation et les mesures que l'Afrique devrait prendre pour y faire face, Yaoundé, Cameroun, le 18 janvier 2001.

Sire,

Monsieur le Président de la République du Cameroun,

Cher Paul Biya,

Monsieur le Président de la République du Togo,

Président de l'OUA, M. Gnassimbe Eyadema,

Messieurs les présidents,

Monsieur le secrétaire général de l'ONU,

Monsieur le secrétaire général de l'OUA,

Mesdames et messieurs les chefs de délégation,

Mesdames et messieurs,

Mes chers amis,

Nous voici, une nouvelle fois, réunis pour une rencontre qui est placée d'abord sous le signe de l'amitié.

L'amitié, nous la retrouvons dans les paroles de bienvenue du Président BIYA, dans l'accueil si chaleureux des autorités camerounaises, dans les manifestations de sympathie des habitants de Yaoundé, à qui nous exprimons notre reconnaissance. Permettez-moi, en votre nom à tous, de les remercier très sincèrement et de leur dire notre plaisir d'être parmi eux aujourd'hui, dans un pays où vivent les valeurs traditionnelles de l'Afrique, le sens de l'hospitalité et la solidarité communautaire. Un pays qui, de l'antique culture Sao, cinq siècles avant notre ère, l'une des plus anciennes civilisations de l'Afrique centrale, jusqu'aux créateurs les plus contemporains, aura marqué sa trace dans l'histoire culturelle du monde. Des calebasses gravées des pasteurs Peuls aux enluminures réalisées sous le règne du Sultan Bamoun Njoya, des élégantes proes de pirogue des Doualas aux perlage raffinés qui parent les trônes des souverains des hautes-terres de l'Ouest, de la statuaire puissante des royaumes Bamileké, au rythme fluide des Pahouins du sud, la civilisation camerounaise, forte du génie propre à chacune de ses composantes culturelles, offre, par la maîtrise dont ses artistes ont fait preuve, par leur talent et leur imaginaire, une vision condensée de la créativité de tout un continent. Mais un pays d'où émergent aussi aujourd'hui un vigoureux esprit d'entreprise, une volonté de progrès, un taux de croissance qui donnent au Cameroun une vitalité économique remarquable.

L'amitié, elle est, pour beaucoup d'entre nous, le fruit de liens anciens, étroits, confiants.

Au-delà de ce cercle, c'est aussi ce mot, l'amitié, qui vient à l'esprit pour caractériser l'attention que l'Afrique et la France se portent mutuellement. Votre présence ici, Messieurs les Chefs d'Etat et de délégation, en si grand nombre, me donne à penser que ce beau mot d'amitié convient tout à fait pour éclairer les fondements d'une relation forte et singulière. Ces Sommets sont l'un des témoignages les plus marquants de cette relation qui, loin de s'émousser, trouve de nouvelles

raisons d'être dans un monde d'ouverture et de changements.

Exprimé avec constance, dépassant les clivages de la vie politique, l'engagement de la France en Afrique, pour l'Afrique, aux côtés de l'Afrique, a su s'adapter aussi aux évolutions rapides et profondes de notre monde contemporain.

Pour ma part, dès ma prise de fonctions, je me suis attaché à promouvoir une vision de l'Afrique, et à susciter un effort du monde industrialisé.

La vision ? Celle de pays qui se réforment, de sociétés qui s'adaptent, de populations qui s'insèrent dans les activités de leur pays. Des progrès sont là, encore diffus, fragiles, mais bien réels. Sans doute y a-t-il les images négatives, de conflits, de crises, de violences ethniques, de désordres politiques. Ce sont, c'est vrai des germes d'inquiétude. Mais il y a aussi des processus encourageants de retour à la paix, des alternances démocratiques réussies, des résultats économiques d'autant plus méritoires qu'ils sont acquis dans un environnement souvent peu favorable. Cela, ce sont les ferments d'espoir et ils sont là.

Pour autant, il ne s'agit pas d'une vision complaisante, sans égard pour les valeurs auxquelles nous adhérons. La France a condamné et condamnera, comme partout dans le monde, les atteintes à la personne humaine, le recours à la violence, la prise du pouvoir par la force aussi bien que la violation des frontières ou les actions de guerre. Elle en tire les conséquences en ce qui concerne sa coopération. Au sein des institutions internationales, elle plaide -et j'y veille personnellement- pour appuyer les efforts de paix et de progrès, mais elle dénonce avec autant de force le refus de la voie pacifique et le non- respect des engagements souscrits.

L'effort ? C'est celui de l'aide publique au développement. La France comprend les aspirations des populations qui n'ont pas les moyens de s'élever au-dessus de leur condition. J'ai appelé -et je continue d'appeler- la communauté internationale à maintenir, voire à amplifier son engagement. Certains, c'est vrai, tentent de remettre en cause l'impérieuse nécessité de l'aide publique au développement. Jugeons avec sérénité. Relevons les échecs quand ils existent, mais n'oublions pas les acquis. Critiquons, le cas échéant, les méthodes sans perdre de vue les objectifs qui restent politiquement et moralement essentiels et légitimes. Gardons-nous aussi des procès d'intention : nous ne cherchons pas à imposer des modèles. Nous souhaitons accompagner les réformes et les projets de l'Afrique.

Membre permanent du Conseil de Sécurité, des G/7-G/8 où les pays les plus industrialisés se concertent sur les questions d'intérêt mondial, très engagée dans la construction de l'Europe, se classant parmi les premières puissances économiques du monde, participant largement aux flux d'aide, la France peut et veut relayer dans ces grandes enceintes les aspirations et les préoccupations qu'expriment les pays africains.

Ainsi, nos rencontres ne se ramènent-elles pas à un tête-à-tête, ni à une réunion prenant place dans le cadre formel d'institutions établies, avec des règles, des recherches d'accords ou la prise de résolutions. C'est un moment d'écoute, d'échange, entre nous, avec vous, pour dégager des orientations que nous nous attacherons à faire progresser, dans nos pays respectifs, dans nos relations extérieures, dans les grandes instances internationales, en se référant à la communauté de vues à laquelle, ensemble, nous serons arrivés.

C'est dans cet esprit qu'ont été acquis les résultats de notre précédent Sommet, celui du Carrousel du Louvre à Paris, consacré à la prévention et à la résolution des crises. Nous y avons entendu s'exprimer, avec la plus grande franchise, les pays concernés par la crise des Grands lacs, avant que ne se dessinent, sous l'impulsion du Secrétaire général des Nations Unies, que je salue amicalement ici, des traits qui étaient une première étape vers les Accords de Lusaka. Nous avons donné tout notre appui à l'engagement de l'OUA et des organisations sous-régionales dans leurs actions pour le maintien de la paix. Nous avons marqué notre soutien aux initiatives africaines pour lutter contre les trafics d'armes légères et l'élimination des mines antipersonnel. Nous avons été éclairés sur les enjeux des programmes de reconstruction et de démobilisation après un conflit et sur les liens à établir entre développement et sécurité. Nous nous sommes engagés en faveur de la diffusion des nouveaux traitements du SIDA aux malades de tous les pays, de façon égale au Sud comme au Nord.

Le Conférence ministérielle de ... est attaché à faire le point des évolutions ...

La Conférence ministérielle de suivi s'est attachée à faire le point des évolutions qu'ont connues ces différentes questions. Soyez assurés que, pour sa part, la France garde à l'esprit les objectifs dont nous étions convenus et poursuit leur mise en oeuvre avec détermination.

Aujourd'hui, nous avons décidé d'aborder ensemble le thème des défis de l'Afrique face à la mondialisation, thème que le Cameroun a proposé pour notre XXI^e Sommet. Des contributions préliminaires, émanant en particulier de grands universitaires camerounais, ont bien tracé les grilles d'analyse.

Un point commun se dégage : plus que jamais, l'Afrique est pleinement concernée par la mondialisation. Elle dessine un cadre qui doit favoriser son insertion dans ce puissant mouvement. Elle doit faire entendre sa voix dans un monde à la recherche de relations équilibrées.

La vision d'un monde ouvert aux échanges ne date pas d'aujourd'hui. Ce qui est nouveau, c'est l'ampleur prise par les courants commerciaux, les transferts de capitaux, les transactions financières, la circulation instantanée de l'information, les voyages et les déplacements.

La globalisation des marchés est devenue la référence dominante. Les marchés débordent les frontières, contournent les barrières juridiques, physiques, techniques, créent des entrelacs de relations et de flux dont aucun pays ne peut s'isoler. Les nouvelles technologies de la communication, auxquelles elle est associée, lui ont donné une capacité sans précédent de véhiculer, partout dans le monde, des images et des informations qui agissent sur la société, les systèmes de production, la consommation, les modes de vie. Un événement isolé et localisé peut avoir un retentissement mondial, se traduisant ailleurs et ultérieurement par des conséquences importantes, comme une crise financière ou le blocage de systèmes informatiques par un virus. C'est un des faits dominants de notre temps. Il n'y a pas d'alternative. La mondialisation ne résout pas tous les problèmes. Parfois même elle en crée. Pourtant, le repli sur soi n'est plus possible dans un monde où la création de richesses résulte de la possibilité laissée à toutes les initiatives d'entreprendre et de se développer partout où bon leur semble.

Par bien des côtés, l'Afrique est déjà dans la mondialisation. Par ses matières premières où elle se classe aux premiers rangs pour nombre de produits. Par l'attrait qu'ont suscité les privatisations et l'intérêt qu'y ont porté de grandes sociétés multinationales. Par ses influences culturelles qui ont si fortement marqué l'art contemporain, par ses rythmes musicaux qui se sont répandus partout dans le monde. Par la capacité des Africains à créer, à absorber les innovations et à maîtriser de nouvelles techniques. Par les flux des visiteurs que l'Afrique accueille. Elle est dans la mondialisation plus qu'on ne le sait et plus qu'on ne le pense.

Mais elle y est de manière trop parcellaire pour pouvoir en tirer profit, bénéficier de l'effet d'entraînement créé par l'expansion des échanges. L'Afrique participe pour à peine 1 % au commerce mondial. Elle reçoit tout juste 1,2 % des flux d'investissements privés mondiaux. Elle est absente de la globalisation des marchés financiers. On l'a remarqué, elle est plus "consommatrice" que "productrice" de mondialisation. Pour une large part, elle en subit les effets sans avoir suffisamment de prise sur elle.

À côté de nouveaux pôles de richesses et de décisions, en Asie, en Amérique latine, en Europe Centrale, l'Afrique, globalement, est restée en marge du reste du monde et a même vu sa position régresser : la Banque Mondiale a chiffré à quelque 70 milliards de dollars le coût des parts de marché perdues par l'Afrique depuis les années soixante. Au sein des pays, l'écart se creuse entre les bénéficiaires de la modernité et la majorité des populations en situation d'exclusion économique et sociale.

Pourtant, les pays africains ne renoncent pas à entrer dans le mouvement. Nombre d'entre eux ont montré qu'ils s'y préparaient, par la libéralisation de leurs économies, l'amélioration de leur cadre institutionnel, la restructuration des grands services de base, la réduction des déficits publics, autant de réformes qui visent à donner cette compétitivité indispensable pour être " dans le marché ". Au surplus, les nouvelles technologies, qui sont l'un des éléments moteurs de la croissance contemporaine, démocratisent les savoirs, permettent rapidement la valorisation des compétences, créent de ce fait une nouvelle division internationale du travail ouvrant des perspectives plus favorables aux derniers arrivés. Des start-up ont émergé en Afrique, parfois plus

aisément que des grands groupes.

Compter sur les effets spontanés d'une plus grande ouverture des économies risque néanmoins d'être illusoire, tant le handicap est important et l'allure du changement rapide. Les gains ne sont pas automatiques et, de surcroît, il y a des délais et des coûts de mise à niveau. Sans diversification suffisante des économies, l'expansion des échanges atteint vite ses limites.

Des mesures d'incitation, d'accompagnement, de correction s'avèrent nécessaires pour éviter cette " croissance appauvrissante " qui a été justement dénoncée. Dans un monde plus ouvert et plus concurrentiel, il faut offrir à l'investissement privé des conditions au moins aussi attractives que partout ailleurs et cela dans tous les domaines : celui des équipements, du cadre de vie, de la qualification, de l'intermédiation financière, de la sécurité sous tous ses aspects y compris judiciaire. Il reste sûrement beaucoup à faire pour les Etats qui en ont la responsabilité. C'est à eux que revient la conception et le développement des systèmes d'éducation, de formation, de recherche, de prévision qui sont les creusets de la compétitivité nationale. Le secteur privé ne peut ni alimenter à lui seul le moteur de la croissance, ni en contrôler la bonne marche pour éviter les dérapages et les déviations. Dans vos pays, comme dans les pays industrialisés, le rôle de l'Etat reste primordial pour préparer l'avenir mais aussi pour assurer les équilibres et les régulations nécessaires.

La mondialisation n'est pas, par elle-même, un phénomène organisé : il lui faut un cadre, et pas n'importe quel cadre. Comment peut-on investir dans un pays sans se préoccuper de la solidité des institutions, de ses capacités à développer son économie, à maintenir sa cohésion sociale ? Voilà de grands défis pour des Etats, qui plus est pour des Etats jeunes, avec des structures encore fragiles, confrontés d'un côté aux pressions de la démographie, aux attentes de la population, tenus de l'autre par des échéances, celles de la dette, et par des programmes économiques de rigueur. Les réponses sont à rechercher dans la mise en place d'institutions bien acceptées, dans la reconnaissance des valeurs culturelles et des identités communautaires, dans une coopération régionale dynamique.

Il n'y a pas de modèle institutionnel attaché à la mondialisation ou véhiculé par elle. Pourtant, parallèlement à l'extension d'un phénomène relevant de la sphère économique, de grands principes d'organisation et de fonctionnement des Etats ont pris valeur de références universelles donnant corps à une mondialisation sinon juridique du moins normative. Ainsi en est-il pour la voie démocratique, la bonne gestion des affaires publiques, le respect de la dignité humaine et de droits aussi fondamentaux que la liberté d'expression ou le droit de propriété. Ces principes, aujourd'hui largement, pour ne pas dire mondialement reconnus, notamment sous l'impulsion de l'Organisation des Nations Unies, ont donné des fondements solides aux nations qui s'attachent à les respecter.

En Afrique, comme ailleurs dans le monde, les populations ont pris conscience que le pouvoir devait procéder de leur volonté librement exprimée, qu'il ne pouvait pas leur être confisqué, et que son exercice devait se faire à leur avantage. Des processus démocratiques réussis le démontrent. Il est vain de vouloir s'y opposer par la contrainte, la tromperie ou la force. C'est enclencher les désordres et les violences. C'est se mettre à l'écart du monde.

La communauté internationale se préoccupe, certes, du sort qui est fait aux populations, sur le plan humanitaire. Elle va désormais au-delà en portant attention au régime des libertés publiques et des conditions d'existence dans la nation. D'ailleurs, les accords internationaux de coopération font de l'état de droit et de la bonne gouvernance des critères de référence.

Il y a enfin l'émergence d'une sorte de société civile internationale, qui se manifeste par l'intermédiaire d'un réseau d'organisations multiples, qui fait intrusion dans les relations entre Etats, en dénonçant des excès de pouvoirs, des entorses au droit ou en soutenant des causes qu'elle estime devoir défendre. Ingérences pour certains, leviers d'action pour d'autres, ces pressions s'accroissent. C'est un fait. On peut porter bien des jugements, mais qui est là. Gardons-nous cependant de l'image réductrice, caricaturale, et le Président l'a évoquée très justement tout à l'heure, du "village planétaire" uniformisé !

Il faut absolument préserver, intégrer, promouvoir ses propres valeurs, sa culture, sa perception

du futur, prenant en compte ce qu'a modelé le passé, mais aussi l'expression d'ambitions nouvelles, d'obligations évidentes, comme ici en Afrique, la lutte contre une pauvreté insupportable et la recherche d'un meilleur avenir pour la jeunesse. C'est, me semble-t-il, le sens du concept de "renaissance africaine", combinant mémoire du passé, dignité dans le présent, espoir pour demain.

Les sociétés africaines, avec leur histoire, leur organisation, leurs coutumes, leurs langues, ont créé une identité communautaire, un lien social, un espace de solidarité collective, souvent plus forts que ceux des Etats nations ou les dépassant parfois. Profondément enracinées, elles donnent ces repères sans lesquels les hommes, coupés de leur passé, se sentent isolés et démunis pour affronter l'avenir.

La diversité culturelle que la France défend n'est pas un combat contre la mondialisation. C'est au contraire un moyen de l'enrichir.

Pour faire entendre leur voix, les pays africains ont tout avantage à ne pas rester dispersés, mais à faire jouer au contraire leurs communautés régionales de vues et d'intérêt.

Le renforcement de l'intégration économique va dans le sens de la mondialisation en élargissant des marchés trop morcelés et, bien au-delà, en mettant en oeuvre des politiques de convergence pour créer des espaces économiques homogènes, avec des politiques fiscales et budgétaires harmonisées. Des projets fortement unificateurs se sont développés, comme l'harmonisation du droit des affaires en Afrique, qui n'a guère d'équivalent dans le monde. Voilà des démarches prometteuses et qui sont à poursuivre.

Une dimension politique plus marquée a été heureusement donnée à la coopération régionale, avec la prise de conscience que la prévention et le règlement des crises sont une priorité et ne peuvent trouver de solutions sans une forte implication des pays africains eux-mêmes. La France a fortement appuyé ces initiatives pour la stabilité du continent, mais aussi pour que l'Afrique trouve, par là, le moyen de peser davantage dans les négociations internationales liées à la mondialisation.

La mondialisation fait émerger des enjeux nouveaux et universels. En réponse, des stratégies s'imposent. L'Afrique doit pouvoir faire entendre fortement ses positions.

Quels enjeux ? Le développement général des échanges, avec ses négociations pour que l'ouverture des marchés soit bénéfique à chacun. Je souhaite que dans les grandes négociations commerciales et les institutions qui en sont issues, comme l'Organisation mondiale du commerce, l'Afrique fasse entendre sa voix et que ses positions soient clairement entendues et comprises. La France et l'Europe veulent mieux prendre en compte vos réalités économiques comme en témoigne en particulier la proposition faite par l'Union Européenne à Genève d'offrir un accès libre à l'ensemble des produits en provenance des P.M.A. Je souhaite que l'Union Européenne, pour sa part, mette en oeuvre cet objectif dans les meilleurs délais possibles.

Il y a aussi les enjeux à caractère planétaire, tels la lutte contre les grands fléaux, la recherche de la stabilité, la préservation de l'environnement pour lesquels les pays se concertent et prennent des engagements. Des solutions ne pourront pas être trouvées sans une vision stratégique partagée par le continent africain qui forme, par son poids et sa cohésion dans le monde, un bloc nécessairement incontournable et très influent.

L'Afrique a été, trop souvent, la terre de toutes les expérimentations. Prenons des exemples : la lutte contre la pauvreté, c'est-à-dire l'attention aux hommes, à leur éducation, à leurs conditions de vie, à leur insertion, aurait pu, aurait dû, nous nous sommes battus pour cela auprès des Institutions internationales, prendre rang bien plus tôt dans les programmes de développement, en faisant mieux écho aux préoccupations réelles des populations. Les stratégies de traitement de la dette auraient dû être accélérées avec des exigences plus réalistes sur le rythme, l'ampleur et les effets des réformes structurelles. S'agissant des grands projets, l'écart qui existe entre les annonces et les réalisations, que ce soit au titre des financements publics ou des transferts de technologie, aurait dû être plus résolument réduit pour ne pas rester trop longtemps et trop souvent au stade des promesses.

Il faut donc réagir, comme cela est en train de se faire, par une présence et une participation

actives des pays africains dans toutes les grandes négociations. Des initiatives nouvelles ont été lancées comme le traité de l'Union africaine ou le Programme spécial de développement de l'Afrique. La stratégie ne devrait pas, me semble-t-il, s'exprimer en termes d'isolement, d'antagonismes, de revendications pour plus de protection, d'exceptions, d'effacement de dettes sans contreparties, qui ne feraient que conforter l'idée que jamais le continent africain ne pourrait être comme le reste du monde. La stratégie doit au contraire donner une vision de l'Afrique positive, ferme, responsable, jalonnée d'objectifs mesurables.

Le monde ne serait pas ce qu'il doit être si l'Afrique, berceau de l'humanité, ne l'oublions jamais, n'y occupait pas la place qui lui revient. Le bloc africain doit y prendre son rang, y trouver ses appuis, contribuer à son équilibre et au progrès commun.

Au-delà de sa diversité, le monde forme de plus en plus un tout. Tel est le sens en définitive de la mondialisation. C'est ce que nous pourrions avoir à l'esprit à l'occasion des débats qui vont nous réunir.

Mesdames et Messieurs,

J'ai voulu mettre en exergue, au début de mon propos, l'amitié qui a toujours caractérisé nos rencontres. L'amitié se nourrit de vérité : j'ai dit ce que je croyais, en ami de l'Afrique à qui je n'ai jamais fait défaut. Je l'ai dit avec mon expérience de la vie internationale et de sa complexité. Je l'ai dit au nom de la France, qui est très honorée, Monsieur le Président, de participer aux travaux qui vont s'ouvrir.

Sire, messieurs les présidents, mesdames et messieurs, je vous remercie.